

3 septembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-irlandaises et sur la question des réfugiés, à Paris le 3 septembre 2015.

Mesdames, Messieurs, j'ai reçu - et c'était la troisième fois - le Premier ministre d'Irlande Enda KENNY, avec lequel j'ai noué des relations d'amitié, à l'occasion notamment de réunions du Conseil européen qui nous ont rapprochés sur les grandes questions. Nos deux pays sont liés par l'histoire, et à chaque fois qu'il y a eu des épreuves, l'Irlande et la France se sont toujours retrouvées.

Aujourd'hui il y a une épreuve, celle du drame des réfugiés. Une image fait le tour du monde. Elle suscite une émotion, elle est partagée. Un enfant qui est retrouvé noyé sur une plage en Turquie parce que sa famille voulait rejoindre la Grèce et donc l'Europe. C'est une tragédie, mais c'est aussi une interpellation à l'égard de la conscience européenne.

L'Europe, c'est un ensemble de principes et de valeurs, qui obligent notamment à accueillir celles et ceux qui sont chassés, qui cherchent refuge parce qu'ils sont persécutés. Cette famille était persécutée, elle fuyait la Syrie où depuis 2011, il y a plus de 4 millions de personnes qui errent. Certaines ont été accueillies dans les pays voisins, qui souffrent eux-mêmes. Je pense à la Jordanie, je pense au Liban, je pense à la Turquie. Si nous ne faisons rien pour lutter contre les causes, il y aura encore davantage de personnes qui chercheront refuge en Europe et ailleurs. Si l'image fait le tour du monde, elle doit aussi faire le tour des responsabilités. C'est la raison pour laquelle nous en avons discuté avec le Premier ministre irlandais. Mais j'ai eu des échanges avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, plusieurs responsables, dont le Président du Conseil européen Donald TUSK et le Président de la Commission Jean-Claude JUNCKER.

J'ai également appelé le Président turc ERDOGAN puisque c'est là que s'est passé le drame. Ce drame, c'est aussi celui qui peut se produire, encore au moment où je parle, à chaque fois que des familles cherchent à traverser. J'ai eu avec la chancelière MERKEL depuis déjà plusieurs jours, la volonté de prendre une initiative. Cette initiative consiste à saisir le Président de la Commission Européenne, le Président du Conseil européen, tous nos partenaires, pour que nous puissions mettre en œuvre une politique d'immigration et d'accueil : une politique digne de ce que nous représentons lorsqu'il s'agit de personnes qui n'ont pas vocation à venir ici et une politique humaine à l'égard des réfugiés, afin qu'ils puissent être, dans la mesure du possible et lorsqu'ils n'ont pas d'autre issue, accueillis en Europe.

Les mesures que nous préconisons seront soumises à un Conseil des ministres de l'Intérieur qui se tiendra très prochainement, le 14 septembre, et qui devra nécessairement être suivi par un Conseil européen.

Parmi ces mesures, il y a des centres d'enregistrement pour que nous puissions accueillir les réfugiés et nous devons aussi accompagner ceux qui n'ont pas vocation à être présents sur notre territoire et protéger nos frontières, c'est légitime et puis également agir vers les pays d'origine, afin d'endiguer les mouvements de population et traiter la cause même de ce qui les fait partir et agir aussi sur les pays de transit, là où il y a effectivement des risques pour leur vie.

Et puis enfin, il faudra répartir ces demandeurs d'asile, ces réfugiés, je parle de ceux qui viennent de Syrie notamment. Nous avons proposé avec la chancelière Merkel un mécanisme permanent obligatoire. Je considère aujourd'hui que ce qui a été engagé ne suffit plus et qu'il y a des pays, je ne vais pas ici les citer parce que nous devons travailler avec tous, mais qui ne répondent pas à

je ne vais pas ici les citer parce que nous devons travailler avec tous, mais qui ne répondent pas à leurs obligations morales. Il faudra alors aller plus loin.

Je ne voudrais pas que l'on en reste simplement au registre de l'émotion, celle que nous avons à l'égard d'un enfant de trois ans et de son frère à peine plus âgé et puis d'autres familles, celles que nous ne voyons pas. Je pense aussi ici aux victimes qui ne sont jamais photographiées, qui sont ignorées, et puis aux victimes futures si nous ne faisons rien. C'est pourquoi il est temps d'agir. Nous avons déjà agi et je suis sûr que l'Irlande sera à nos côtés. Pourquoi ? Parce que l'Irlande, et je veux en remercier le Premier ministre, a fait son devoir pour accueillir des réfugiés et faire en sorte que le droit d'asile soit également respecté, alors que ce pays n'est pas de l'espace Schengen et qu'il a d'autres règles. L'asile n'est pas une obligation qui vient de l'Europe, c'est une convention de Genève qui nous rappelle à cette responsabilité.

Oui l'Irlande montre l'exemple et c'était important une fois encore que le Premier ministre irlandais puisse être là aujourd'hui. Il était là le 11 janvier quand, après des actes terroristes que chacun a en mémoire, l'Irlande nous a une fois encore montré sa solidarité. Moi-même je suis conscient qu'en 2016 en Irlande, il y aura des célébrations très importantes les soulèvements qui ont permis à l'Irlande d'être ce qu'elle est aujourd'hui et puis la participation de l'Irlande ou d'Irlandais, devrais-je dire, dans les Forces britanniques de l'époque pour venir sur notre territoire dans la Somme notamment et agir à nos côtés et participer à notre propre indépendance et à notre liberté.

Nous avons discuté également de plusieurs sujets qui nous concernent, Irlande et France, et notamment sur le plan économique, parce que l'Irlande a montré qu'en quelques années elle était capable, alors qu'elle était ce qu'on appelait « sous-programme » de connaître maintenant une croissance et une stabilité. Il y a des entreprises françaises qui se sont installées en Irlande, le Premier ministre irlandais aura à les rencontrer à Lyon dans quelques heures £ et il y a des entreprises irlandaises présentes en France. Là aussi il les a rencontrées pour les encourager à investir encore davantage.

Depuis la visite de Manuel VALLS en Irlande, nous avons aussi une coopération en matière d'énergies renouvelables, de recherche, de tourisme, et nous voulons amplifier encore ces échanges et ces investissements. Nos deux pays ont aussi une volonté commune d'échanger des étudiants, des chercheurs et de faire en sorte aussi que nous puissions multiplier les événements culturels. Il y aura d'ailleurs l'année prochaine une visite très importante du plus renommé des centres dramatiques irlandais et nous en sommes très fiers.

Enfin nous avons abordé trois sujets, je ne serai pas plus long. Le premier sujet, c'est le référendum britannique sur l'Union européenne. Nous partageons les mêmes principes avec le Premier ministre irlandais. Les discussions doivent s'ouvrir. Nous devons faire en sorte que le Royaume Uni puisse rester dans l'Union européenne, mais sur la base des traités et des principes fondamentaux que nous connaissons. J'aurai l'occasion de m'en entretenir d'ailleurs avec David CAMERON à la fin du mois de septembre.

Nous avons abordé un second sujet, qui est celui de l'Union économique et monétaire. L'Irlande fait partie de la zone euro, l'Irlande a joué un rôle à nos côtés pour que nous puissions trouver les bonnes solutions en Grèce et j'en remercie encore Enda KENNY.

Enfin nous avons abordé le troisième sujet qui nous tient particulièrement à cur, celui de la conférence sur le climat. Là encore l'appui de l'Irlande, son président était présent il y a quelques semaines en France, est tout à fait important pour convaincre, convaincre toujours, de l'urgence de trouver un accord à Paris.

Aujourd'hui les circonstances ont voulu que nous rappelions des principes, que nous affirmions des valeurs et que nous propositions des mécanismes pour être à la hauteur de notre responsabilité face aux drames. Ces drames ne sont pas nés d'aujourd'hui. Mais ces drames sont aujourd'hui insupportables.

QUESTION : Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur ces quotas contraignants qu'a évoqués Mme MERKEL concernant votre initiative ? Merci.

LE PRESIDENT : Nous avons adopté, Mme MERKEL et moi-même, le même texte, pris la même initiative. C'était une démarche que nous avons préparée avant le drame de cet enfant noyé.

Parce que près de 3000 personnes sont mortes depuis le début de l'année en traversant la mer. Parce qu'aujourd'hui des réfugiés ne savent plus où aller. Parce que nos règles doivent être respectées mais ne le sont pas partout. Il était donc nécessaire que l'Union européenne puisse une fois encore agir. Elle l'a fait ces derniers mois en renforçant l'opération Triton et Frontex. C'était nécessaire. L'Union européenne doit faire davantage. Elle doit répartir, c'est le mot qui est choisi, répartir un certain nombre de personnes qui demandent refuge. C'est ce qui a été fait pour 40 000 Syriens après le Conseil européen tenu au mois de juin.

Aujourd'hui nous parlons de 100 000 personnes. Il est donc tout à fait nécessaire d'avoir un mécanisme qui puisse prendre la situation de chaque pays européen et de voir ce qu'il est possible de réserver comme accueil dans ce pays-là, en fonction de ses caractéristiques. Tel est le mécanisme que j'ai proposé avec Mme MERKEL : il sera soumis aux ministres de l'Intérieur de l'ensemble des 28, et puis ensuite au Conseil européen.

Il ne s'agit plus de s'attacher à des mots, mais de sauver des vies et de régler dignement la situation de personnes qui relèvent du droit d'asile et sont des réfugiés. Nous devons bien faire la distinction avec la situation des migrants, qui peuvent avoir des raisons de venir compte tenu de la pauvreté dans leur pays d'origine, mais qui ne peuvent pas être accueillis par ce régime-là. Voilà l'initiative que nous avons prise. La lettre qui rassemble nos propositions a été adressée dès aujourd'hui à nos partenaires, au Président du Conseil européen et Président de la Commission européenne. Nous devons convaincre, parce qu'il n'y aura de mécanisme véritablement appliqué que si chaque pays est convaincu. Il y a du travail ! Je ne voudrais pas que l'image qui a saisi, à juste raison, l'ensemble des opinions publiques, soit oubliée le lendemain et que les décisions attendues ne soient pas prises. Des décisions ont déjà été prises, d'autres doivent l'être. Ce sujet est devant nous, pas derrière nous.

Enfin, nous avons la responsabilité de régler la question syrienne, et je peux le dire d'autant plus facilement que la France a été toujours à l'initiative. Nous avons la responsabilité de faire en sorte qu'une solution politique puisse être trouvée et de lutter contre le terrorisme avec les bonnes méthodes et la bonne coopération. Nous n'avons pas simplement à tenir des discours, nous avons à prendre des décisions et ces décisions doivent être celles de la communauté internationale. Merci.